



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Mercredi 24 avril 2024

Politique étrangère et européenne	2
Présidence	2
Visite d'État en Suède du président Stubb	2
Discours du Président Stubb au Parlement suédois	2
Le président Stubb s'est entretenu avec le président israélien Herzog	2
Parlement - Gouvernement	2
La ministre Juuso a défendu la réduction du réseau hospitalier lors du débat sur la motion de censure	2
Le syndicat des juristes et celui des avocats critiquent la ministre de la Justice pour être intervenue dans le travail du groupe de travail sur l'indépendance des juges	3
Le directeur général du ministère de la Justice défend sa ministre	3
La loi sur la criminalisation de la négation de l'holocauste également bloquée par la ministre de la Justice Leena Meri	3
"En Finlande non plus, la garantie de l'État de droit n'est pas une évidence" HS	4
Frontière orientale	5
Le projet de loi d'exception destinée à protéger la frontière orientale sera retardé	5
Economie	5
Prévisions à la baisse de la banque Nordea	5
Hausse du taux de chômage à 8,1%	6
286 100 demandeurs d'emploi au chômage en mars selon le ministère de l'Emploi	6
Energie	6
Le soutien à l'énergie nucléaire a augmenté	6
Hitachi Energy investit environ 170 millions en Ostrobotnie et recrute 200 personnes	7

Politique étrangère et européenne

Présidence

Visite d'État en Suède du président Stubb

Selon le président Stubb, la Finlande est « très appréciée » en Suède

Conformément à la tradition c'est en Suède que le président *Alexander Stubb* et son épouse *Suzanne Innes-Stubb* ont entamé mardi leur première visite d'État.

Au cours de la journée, la décision simultanée de la Finlande et de la Suède d'adhérer à l'OTAN a été évoquée à plusieurs reprises. Dans son discours au Parlement, Stubb a fait référence aux évaluations selon lesquelles la Finlande était aux commandes de ce processus. Stubb a souligné que le chemin commun des deux pays dans l'OTAN ne s'arrêtait pas à l'adhésion.

Le premier ministre suédois *Ulf Kristersson* a déclaré que Stubb lui avait assuré, lors des premières discussions sur le processus d'adhésion, que la Finlande allait adhérer à l'OTAN. Et même si la Finlande voulait adhérer avec la Suède, elle le ferait finalement aussi sans la Suède. Stubb a également fait part de son expérience selon laquelle la Finlande est actuellement « très appréciée en Suède ». « Il va sans dire que la Finlande a joué un rôle important dans l'adhésion de la Suède à l'OTAN. Une partie de cette appréciation est une conséquence de la situation politique mondiale ».

Stubb a déclaré que la Suède et la Finlande pourraient également tirer profit de leur coopération dans la vie des affaires. Stubb a indiqué qu'il avait proposé des voyages conjoints de promotion des exportations lors d'un séminaire avec les entreprises suédoises.

Le roi Carl XVI Gustaf a déclaré aux médias mardi que la tradition selon laquelle le nouveau président finlandais effectue sa première visite d'État en Suède reflète les relations spéciales entre les deux pays. Le roi a souligné, entre autres, la décision simultanée des deux pays de demander l'adhésion à l'OTAN et l'importante minorité finlandaise en Suède.

HS/A7

Discours du Président Stubb au Parlement suédois

Discours du Président Stubb au Parlement suédois (en anglais)

<https://www.presidentti.fi/en/speech-by-president-of-the-republic-of-finland-alexander-stubb-at-the-swedish-parliament-the-riksdag-on-23-april-2024/>

Le président Stubb s'est entretenu avec le président israélien Herzog

Le Président de la République de Finlande Alexander Stubb a eu un entretien téléphonique avec le Président de l'État d'Israël Isaac Herzog lundi 22 avril 2024.

Les présidents ont discuté, entre autres, de la situation actuelle au Moyen-Orient. Les présidents ont également échangé leurs points de vue sur l'Ukraine.

<https://www.presidentti.fi/en/president-stubb-speaks-with-president-of-israel-herzog/>

Parlement - Gouvernement

La ministre Juuso a défendu la réduction du réseau hospitalier lors du débat sur la motion de censure

La ministre des Affaires sociales et de la Santé, *Kaisa Juuso* (Vrais Finlandais), a défendu les changements à venir dans le réseau hospitalier lors du débat sur la motion de censure de l'opposition mardi. Juuso a reconnu que les changements pourraient accroître les distances à parcourir par les patients, principalement pour les services d'urgence nocturnes ou les soins spécialisés. Toutefois, elle a assuré qu'un système complet de soins d'urgence continuerait à garantir que les patients en situation d'urgence soient traités et transportés vers les hôpitaux.

La motion de censure avait été déposée par tous les groupes d'opposition : les Sociaux-démocrates, le Centre, les Verts, l'Alliance de gauche et le Mouvement Nyt. La motion de censure portait sur l'avenir des hôpitaux et sur la manière dont le gouvernement entendait assurer l'accès aux services de protection sociale garantis par la constitution dans l'ensemble du pays.

Le débat s'est également étendu aux autres économies importantes annoncées par le gouvernement dans le domaine de la protection sociale et des soins de santé lors du cadre budgétaire de la semaine dernière.

Merja Kyllönen, au nom de l'Alliance de gauche, a exprimé une motion de censure à l'égard de la ministre Juuso. Au moins le groupe parlementaire du Centre entend soutenir cette nouvelle motion.

Kim Berg (PSD), a exprimé une motion de censure à l'égard de l'ensemble du gouvernement. Cette proposition a également été soutenue.

Le vote sur les motions de censure aura lieu au Parlement vendredi.

HS/A11

Justice

Le syndicat des juristes et celui des avocats critiquent la ministre de la Justice pour être intervenue dans le travail du groupe de travail sur l'indépendance des juges

Le syndicat des juristes souhaite une enquête concernant l'ensemble des ministères sur les limites des pressions politiques.

Le syndicat des avocats a adressé un courrier au ministère de la Justice pour demander à garantir le travail du groupe qui étudie les questions d'indépendance des instances judiciaires.

HS

Selon la ministre de la Justice, le gouvernement défend fortement l'Etat de droit

Selon la ministre Leena Meri, le gouvernement défend fortement l'Etat de droit et prend au sérieux la garantie de l'administration de la justice. Elle indique que, dans les décisions liées au cadre budgétaire, le gouvernement a souhaité protéger les procureurs, le corps de gardes-frontières et les juges.

Juriste de longue date, Meri constate qu'elle apprécie le travail des tribunaux.

HS

Le directeur général du ministère de la Justice défend sa ministre

Pekka Timonen, directeur général du ministère de la Justice, estime que la ministre Meri n'a rien dilué du tout, mais a au contraire rendu possible que le travail pour le renforcement de l'indépendance du système judiciaire soit poursuivi, alors même que cela n'était pas inscrit dans le programme du gouvernement.

Poursuivre ce travail entamé durant le gouvernement Marin n'était pas évident et c'est la ministre qui a décidé qu'on pouvait utiliser des ressources du ministère pour ce travail, déclare Timonen.

Selon lui, aucune décision politique sur le sujet d'était prévue avant la prochaine législature.

C'est pourquoi il était plus simple de faire avancer un simple rapport qu'un projet de loi.

La ministre Leena Meri a modifié en février la mission du groupe de travail distinct créé en janvier 2024. Elle lui a enlevé la mission de préparer une modification d'un article de la Constitution concernant les questions liées à des lois dont l'application est « en contradiction flagrante » avec la Constitution. Il avait été question de supprimer la mention "flagrante", afin d'étendre la protection de la constitution.

Or, selon Timonen, dans les négociations pour la formation du gouvernement de Petteri Orpo, il avait été décidé que la modification de l'article en question ne serait pas promue. De ce fait, la mission du groupe de travail a été modifiée pour mieux correspondre à cet accord du gouvernement.

HS

La loi sur la criminalisation de la négation de l'holocauste également bloquée par la ministre de la Justice Leena Meri

Iltahti relève que la ministre de la Justice Leena Meri freine également le projet de loi sur la pénalisation de la négation de l'holocauste, qui a déjà pris du retard.

Une proposition de projet de loi rédigé par le ministère de la Justice a selon Iltahti été remise à la ministre il y a deux semaines.

Or, selon le dernier calendrier il était prévu de remettre le projet au Parlement durant la dernière semaine de mai. Mais comme il faut avant cela envoyer le projet pour avis à différentes autorités pendant six semaines, ce calendrier ne pourra pas être tenu.

Meri n'a pas souhaité commenter la question à IL.

Le projet est la seule mesure législative concrètement liée aux crimes racistes prévue dans la déclaration sur le racisme que le gouvernement a donné l'été dernier après le scandale concernant les propos racistes d'un nombre de ministres des Vrais Finlandais.

La Finlande avait promis à la Commission européenne de soumettre son projet de loi sur le sujet au Parlement « d'ici fin novembre 2023 » et que la loi entre en vigueur « au plus tard le 1er juin 2024 ».

Leena Meri a refusé de commenter les informations de Iltahti.

IL

Editorial

"En Finlande non plus, la garantie de l'État de droit n'est pas une évidence" HS

L'État de droit est au cœur des valeurs de l'Union européenne. Il ne s'agit pas de phrases pompeuses ou de rhétorique politique, mais d'obligations juridiques pour les États membres.

Cependant, la réalité politique a montré que les principes de l'État de droit ne sont pas nécessairement garantis à moins que leur protection ne soit assurée spécifiquement dans la constitution. Les exemples de la Pologne et de la Hongrie ont montré ce que signifie détruire les principes de l'État de droit. Cela peut signifier, par exemple, que l'arbitraire politique pénètre dans les tribunaux et limite la liberté d'action des médias.

La violation de l'État de droit n'est pas seulement un problème national, mais aussi un problème entre les États membres de l'UE. La violation de ce principe peut, par exemple, paralyser la reconnaissance mutuelle des jugements et des décisions administratives ou la libre circulation des marchandises.

En Finlande, la garantie de l'État de droit est considérée comme allant de soi. Ce n'est pas le cas. Il ne faut pas penser que le pays est toujours à l'abri de forces politiques qui voudraient affaiblir l'État de droit.

La protection de l'État de droit et de l'indépendance du pouvoir judiciaire doit se faire en période normale, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a aucune menace. C'est pourquoi, le président de la Cour administrative suprême (KHO) Kari Kuusiniemi a proposé il y a trois ans un rapport sur les garanties de l'indépendance judiciaire.

La Suède avait déjà lancé plusieurs années auparavant une étude similaire sur sa propre situation. En 2018, le président de la Cour administrative suprême suédoise, Mats Melin, a attiré l'attention sur le fait que l'indépendance des tribunaux suédois et finlandais n'était pas protégée par la Constitution.

Le ministère de la Justice finlandais a donc lancé il y a un an un groupe de travail visant à renforcer l'État de droit et à protéger le système judiciaire. L'intention était d'élaborer une proposition visant à inscrire dans la Constitution les dispositions relatives à l'indépendance des tribunaux, des juges et des procureurs. Par exemple, garantir les processus relatifs au nombre et à la nomination des juges dans la Constitution rendrait difficile le contrôle politique des tribunaux si quelqu'un tentait de le faire.

Dans le programme du gouvernement de Petteri Orpo, les travaux du groupe de travail visant à renforcer ce système judiciaire et les objectifs de révision de la constitution n'ont pas été mentionnés. Le programme du gouvernement ne parle que superficiellement de l'importance de l'État de droit.

Au début de l'année, la ministre de la Justice Leena Meri (Vrais Finlandais) a modifié le mandat du groupe de travail afin qu'il ne prépare plus d'amendement à la Constitution. Les travaux du groupe se poursuivent, mais ne seront pas terminés durant la législature. La nomination d'un groupe de pilotage parlementaire est à l'étude, ce qui serait nécessaire.

Changer la constitution prend du temps, surtout lorsque le gouvernement n'est pas pressé. Des changements, qui sont en eux-mêmes assez simples dans leur contenu, seraient désormais

proposés seulement lors de la prochaine législature et adoptés alors seulement lors de la législature suivante. Le gouvernement est convaincu que la période de calme politique perdurera encore longtemps.

L'État de droit est considéré comme l'une des marques de fabrique de la Finlande dans nos discours de fête. Le président de la République, Alexander Stubb, a évoqué à trois reprises l'État de droit dans son discours d'investiture. "Un État de droit fort" est également mentionné dans le programme du parti du Premier ministre comme base de tout.

Le gouvernement doit veiller à ce que la protection de l'État de droit soit également prise au sérieux.

HS

Frontière orientale

Le projet de loi d'exception destinée à protéger la frontière orientale sera retardé

Le projet de loi dite de renvoi, en préparation au ministère de l'Intérieur pour protéger la frontière orientale, est à nouveau retardé.

Selon les informations du Helsingin Sanomat, le projet de loi sera probablement finalisé au plus tôt au cours de la deuxième semaine de mai. Des efforts sont encore déployés pour que le Parlement puisse l'approuver le plus rapidement possible.

Le projet de loi est urgent, car il devrait entrer en vigueur de toute urgence avant les vacances d'été du Parlement. Le gouvernement craint que lorsque la météo s'améliorera, la Russie autorisera les demandeurs d'asile à franchir la frontière terrestre afin de semer la confusion en Finlande.

Le Premier ministre Petteri Orpo avait déclaré il y a quelques semaines que le projet de loi devait être soumis au Parlement mi-avril.

Cependant, il a été très difficile de rédiger le projet de loi de manière à ce qu'il ne soit pas en contradiction flagrante avec la constitution, plusieurs autres lois finlandaises et des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Le projet de loi a fait l'objet de nombreuses critiques lors de la consultation, notamment parce que le statut juridique des gardes-frontières n'était pas clair dans le texte.

Selon les informations de HS, des modifications ont déjà été apportées au statut juridique des gardes-frontières dans le projet.

L'opposition a généralement adopté une approche réservée à l'égard du projet. Or le gouvernement a besoin du soutien de l'opposition, car la loi doit être adoptée d'urgence à la majorité des cinq sixièmes.

HS

Economie

Prévisions à la baisse de la banque Nordea

Nordea prévoit une diminution du PIB de 1 % cette année et une augmentation de 1,5 % en 2025 (contre 2% dans ses précédentes prévisions).

La banque Nordea prévoit un renforcement du pouvoir d'achat en 2025 avec la diminution du taux d'intérêts qui devra compenser l'augmentation du taux de la TVA.

Selon Tuuli Koivu, économiste en chef de Nordea, il y a des éléments peu stables dans l'économie mondiale, ce qui fait qu'il existe un risque pour une évolution négative, mais que la croissance devrait toutefois repartir en 2025.

Juho Kostianen, économiste, prévoit que le secteur du bâtiment continuera à stagner, ce qui augmentera le chômage concernant cette branche. Avec les économies concernant le secteur public, le taux d'emploi risque de diminuer.

Les mesures en faveur des investissements dans la transition verte devraient maintenir les investissements industriels.

Concernant les entreprises en forte croissance, la perspective n'est pas très optimiste. Un tiers de ces entreprises ayant répondu à une enquête d'EY s'attendent à une croissance de moins de

10 %, tandis que la moitié prévoient une croissance entre 11 et 46 % cette année. Trois entreprises sur quatre ne remplissent plus les critères d'une entreprise à fort potentiel de croissance.

HBL/12

Hausse du taux de chômage à 8,1%

Selon l'enquête sur la population active publiée par Statistic Finland, en mars, le nombre de personnes ayant un emploi était inférieur de 52 000 à mars 2023 et le nombre de chômeurs s'élevait à 254 000, soit 61 000 de plus qu'en mars 2023.

Le taux d'emploi était de 72,7%, soit 1,3 point de moins qu'en mars 2023.

Le taux de chômage était de 8,1%, soit 1,3 point de plus qu'en mars 2023.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/tyottomia-tyonhakijoita-maaliskuussa-286-100?languageId=en_US

286 100 demandeurs d'emploi au chômage en mars selon le ministère de l'Emploi

Fin mars, le nombre de demandeurs d'emploi au chômage s'élevait à 286100, soit 32 300 de plus qu'en mars 2023 mais 3 500 de moins que le mois précédent, selon le Ministère de l'Économie et de l'Emploi.

Le nombre de chômeurs de longue durée s'élevait à 91 400, soit une augmentation de 6 700 par rapport à l'année précédente. Le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans au chômage était de 101 200, soit une augmentation de 6 500 par rapport à l'année précédente. Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans était de 31 600, soit une augmentation de 5 200 par rapport à mars de l'année dernière.

Le nombre de nouveaux postes vacants signalés en mars s'est élevé à 55 900, soit 39 300 de moins qu'en mars 2023. Au total, le nombre de postes vacants en mars était de 134 900, soit 68 400 de moins qu'il y a un an.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/tyottomia-tyonhakijoita-maaliskuussa-286-100?languageId=en_US

Energie

Le soutien à l'énergie nucléaire a augmenté

La popularité de l'énergie nucléaire est montée notamment, selon une étude commandée à Verian par le syndicat patronal de l'industrie de l'énergie *Energiateollisuus*.

Parmi les personnes interrogées 61 % sont favorables à l'énergie nucléaire et 9% y sont opposées.

Cette année, le soutien à l'énergie nucléaire est donc plus de six fois supérieur à l'opposition au nucléaire, souligne le communiqué de presse.

Un peu plus de la moitié des sympathisants de l'Alliance de gauche et des Verts ont une attitude positive à l'égard de l'énergie nucléaire. Ce sont les électeurs du parti de la Coalition nationale qui y sont toutefois le plus favorables : 77 % des sympathisants du parti sont positifs ou très positifs à l'égard de l'énergie nucléaire.

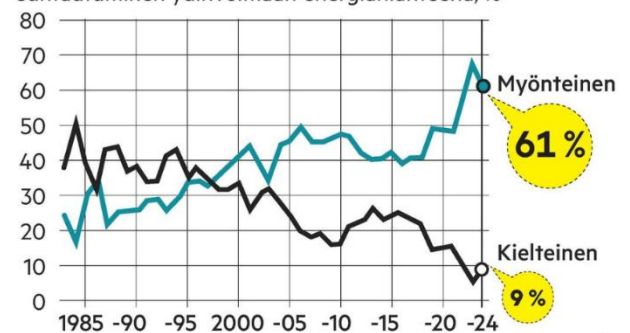
La prise de conscience des problèmes climatiques et la crise énergétique ont stabilisé le soutien à l'énergie nucléaire à des niveaux élevés. Le rôle de l'énergie nucléaire devient également de plus en plus important dans le reste de l'UE.

Le soutien à l'énergie nucléaire est mesuré depuis 1983. Ce soutien a augmenté régulièrement d'une année sur l'autre.

TS/9, <https://www.ts.fi/uutiset/6307819>

Ydinvoiman kannatuksen kehitys 1983–2024

suhtautuminen ydinvoimaan energianlähteenä, %



Lähde: Energiateollisuus

TS/EN

Hitachi Energy investit environ 170 millions en Ostrobotnie et recrute 200 personnes

Hitachi Energy investit environ 180 millions de dollars, soit environ 170 millions d'euros, dans un nouveau site de production et de technologie dans la zone industrielle de Vikby à Mustasaari, en Ostrobotnie.

L'entreprise affirme que sur le nouveau site de 30 000 mètres carrés, « des lignes de production et d'essai pour la production de transformateurs représentant la pointe de la technologie » seront construites.

Selon Hitachi, cet investissement fait partie de son plan global d'expansion de la capacité visant à répondre à la demande croissante due à la transition énergétique verte. Les transformateurs jouent un rôle clé dans la transition verte.

"Nous recruterons environ 200 nouveaux employés dans les années à venir", déclare Matti Vaattovaara, PDG d'Hitachi Energy Finland.

Selon l'entreprise, cet investissement permettra de doubler la capacité de production actuelle de transformateurs en Finlande et d'élargir la gamme de produits actuelle à des transformateurs plus gros.

Hitachi Energy emploie actuellement plus de 600 personnes en Finlande, dont environ 500 à Vaasa. Les travaux de construction du nouveau site débuteront à l'automne 2024 et devraient être achevés en 2027.

HS